

RAPPORT CONSOLIDE D'ACTIVITES 2014 DE CARITAS CÔTE D'IVOIRE

Décembre 2014

SOMMAIRE

1. CONTEXTE GENERAL	p.3
1.1 Contexte du pays	p.3
1.2 Contexte spécifique de Caritas Côte d'Ivoire	p.3
2. SUR LE PLAN DE LA GOUVERNANCE	p.5
2.1 Conseil de Direction	p.5
2.2 Réunions du personnel	p.5
2.3 Conseil d'administration	p.5
2.4 Assemblée Générale Ordinaire	p.6
2.5 Missions de contrôle des commissaires aux comptes	p.5
2.6 Niveau d'application des procédures	p.6
2.7 Service Communication	p.6
3. ACCOMPAGNEMENT ET COORDINATION DES CARITAS DIOCESAINES	P.7
3.1 Au niveau institutionnel	p.7
3.2 Au niveau Administratif, Financier et Comptable	p.7
4. AU PLAN DES PROJETS	p.8
4.1 Projet Caritas/HCR pour l'assistance aux Réfugiés	p.8
4.2 Projet PFTE San Pedro	p.9
4.3 Projet de lutte contre la Tuberculose	p.9
4.4 Programme A2P/DIRO	p.10
4.5 Projet Paix et Réconciliation	p.10
5. MISSIONS ET VOYAGES	p.11
6. DEFIS	p.12
7. CONCLUSION	p.12

I. CONTEXTE GENERAL

1.1 Contexte général du pays

Avec une population qui double tous les 20 ans, la Côte d'Ivoire a besoin de moyens énormes pour la satisfaction des besoins sociaux de base des habitants, en termes d'éducation, de santé, d'emplois, d'eau potable, de logement et de salubrité. Cette démographie galopante n'a pas toujours été soutenue par une croissance économique, surtout à partir des années 80 et du fait des crises sociopolitiques que le pays a traversées.

Dans un contexte de crise économique, conséquence du conflit post-électoral, les ressources de l'État se sont raréfiées, entraînant la dégradation des conditions de vie des populations et de nouvelles vulnérabilités. L'enquête sur le niveau de vie des ménages de 2008 a relevé qu'un habitant sur deux en Côte d'Ivoire, était pauvre. La cohésion sociale s'est fortement altérée, la réconciliation nationale et la paix mises à mal aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, avec pour corollaire un climat de suspicion entre les communautés.

La relance des activités économiques a repris avec une accentuation sur le développement des infrastructures, notamment la réhabilitation des routes, le bitumage de nouvelles routes et de rues, de ponts et d'échangeur. La pauvreté reste toutefois encore importante au sein de la grande majorité de la population. La population éprouve des difficultés à manger, à se soigner et à faire face aux frais scolaires.

Au plan politique, certes il y a le dialogue entre le pouvoir et l'opposition qui a repris, mais les prochaines élections présidentielles de 2015 a rallumé à nouveau les passions dans les différents camps politiques.

1.2 Contexte spécifique de Caritas Côte d'Ivoire

2014 a été marquée par une restructuration de Caritas Côte d'Ivoire au niveau organisationnel.

En effet, les différents Départements qui coordonnaient les activités ont été supprimés pour laisser place à deux grands services, le Service Administratif et Financier et le Service des Programmes.

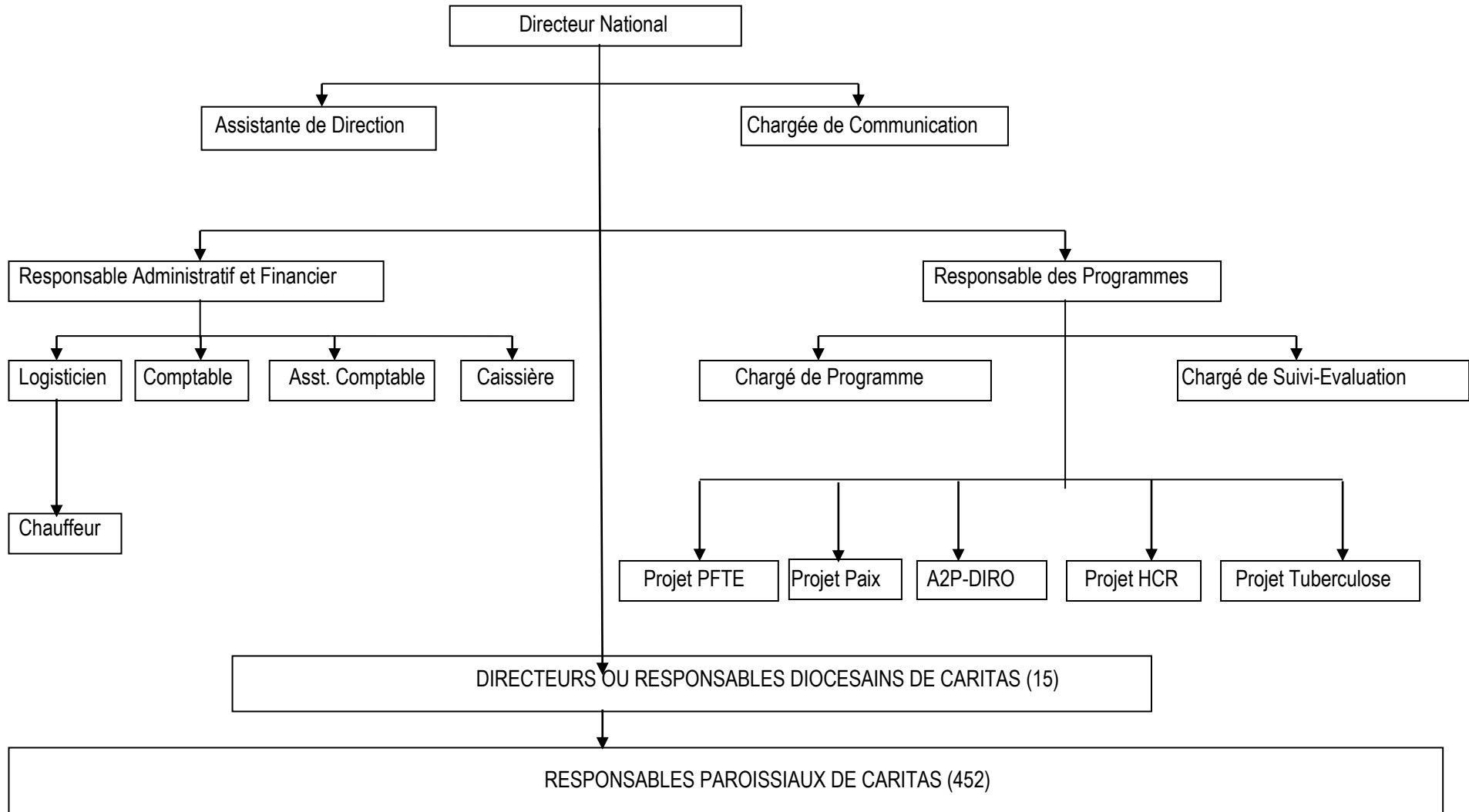
Ces deux services ont donc constitué les deux bras sur lesquels le Directeur National s'est appuyé pour assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre tant des activités de la Direction Nationale que celles des Caritas Diocésaines.

Au cours de cette même année, Caritas CI s'est également employée à consolider sa collaboration avec ses Partenaires au niveau national et international et sa présence dans le réseau Caritas au sein de la CERAO, de l'Afrique et du Monde.

Sa crédibilité et sa notoriété lui ont valu d'être nommée par Arrêté de la Primature membre du Comité de Coordination Elargi (CCE) présidé par le Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant qui assure la coordination des actions humanitaires en Côte d'Ivoire.

La page suivante présente l'Organigramme fonctionnel de Caritas Côte d'Ivoire.

ORGANIGRAMME DE CARITAS CÔTE D'IVOIRE



II. SUR LE PLAN DE LA GOUVERNANCE

2.1 Conseils de Direction

Au cours de cette année 2014, ce sont au total 23 Conseils de Direction qui ont lieu sur 24 prévus, soit un taux de réalisation de 95%.

Ces rencontres ont permis au Directeur National et à ses plus proches collaborateurs :

- d'apprécier et de prendre des décisions pour la gestion quotidienne de l'organisation ;
- d'être au même niveau d'information ;
- d'apporter des réponses concertées aux urgences et aux problèmes qui se posaient dans le fonctionnement et la gestion des différents services et programmes.

2.2 Réunions du personnel

Les réunions concernent tout le personnel des différents services et projets de la Direction Nationale. Ce sont trois réunions qui ont été tenues en 2014 sur 12 prévues, soit un taux de réalisation de 25%. Elles ont porté sur les points suivants :

- le lancement et les orientations diverses des années ;
- les échanges des informations sur les différents projets et programmes mis en œuvre ;
- les échanges d'information sur la nature des prochains contrats entre la Direction Nationale et les membres du Personnel ;
- les dispositions pour les congés annuels ;

Par ces rencontres, les agents ont pu :

- appréhender et apprécier l'état d'avancement de la mise en œuvre des différents projets et programmes ;
- donner leur avis sur la marche de l'organisation ;
- évaluer les activités mises en œuvre au cours de l'année.

2.3 Conseils d'Administration

C'est une rencontre qui a été tenue au cours de l'année 2014, sur deux prévues, soit un taux de réalisation de 50%. Au cours de cette rencontre, les points suivants ont été discutés :

- l'appréciation des bilans narratifs et financiers des différents exercices 2014 ;
- l'appréciation des différents rapports de contrôles internes effectués par les Commissaires aux Comptes ;
- l'appréciation des différents rapports d'audits financiers externes ;
- des orientations en vue d'une restructuration de l'action sociale de l'Eglise Catholique et la mise en place d'une politique de mobilisation de ressources.

2.4 Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue cette année du 15 au 18 décembre 2014 au Centre St Kizito du Diocèse d'Abengourou. Elle a été présidée par **Mgr Boniface ZIRI**, Evêque d'Abengourou, membre de la Commission Episcopale de Pastorale Sociale. L'Assemblée a enregistré en outre la participation du **Révérénd Père Ambroise TINE**, Secrétaire Général de Caritas Sénégal.

Les résultats de cette AG qui a réuni les délégués des 15 Caritas Diocésaines que compte l'Eglise catholique de Côte d'Ivoire sont les suivants :

- l'adoption du rapport narratif et financier de l'exercice 2011-2013 la Direction Nationale ;
- l'adoption du bilan moral et financier du Conseil d'Administration ;
- l'adoption du rapport 2011-2013 du Commissariat aux comptes ;
- l'amendement des statuts et du règlement intérieur ;
- le renouvellement du Conseil d'Administration ;
- le renouvellement du Commissariat aux comptes.

L'Assemblée a été enrichie par une Conférence-débat animée par M. Désiré TAHO du CERAP et qui a porté sur le Partenariat.

2.5 Missions de contrôle du Commissariat aux Comptes

La gestion de la Direction Nationale a subi 4 contrôles internes par les Commissaires aux Comptes au cours de l'année 2014, sur 4 prévus, soit un taux de réalisation de 100%.

Au cours de ces missions, les Commissaires ont vérifié la régularité et la conformité des opérations comptables relativement aux procédures établies.

Au terme de ces missions de contrôle, des corrections ont été faites selon les recommandations émises.

2.6 Niveau d'application des Procédures dans les Caritas Diocésaines

Le suivi de l'application des Procédures de gestion des Caritas Diocésaines s'est organisé pendant cette année 2014. Ce suivi s'est fait par des missions de proximité auprès de 9 Caritas Diocésaines (Abidjan, Agboville, Yopougon, Grand-Bassam, Bouaké, Korhogo, Katiola, Odienné, San Pedro) et par des ateliers provinciaux d'auto-évaluation.

Ces missions et ateliers visaient à appuyer chaque Caritas diocésaine à améliorer l'application du manuel de procédures dont elle s'est dotée.

Plus spécifiquement, il s'agissait :

- d'emmener chaque Caritas diocésaine à bien cerner ses acquis et ses faiblesses (contraintes, difficultés) dans la mise en application de son manuel de procédures;
- d'apporter au manuel les révisions nécessaires pour une application plus adaptée et facilitée;
- de doter chaque Caritas diocésaine d'une méthode et d'un outil d'auto évaluation.

Comme résultats réalisés :

- le niveau d'application, de chaque Caritas diocésaine, de son manuel de procédures, est déterminé et illustré par une note sur 20 ;
- les acquis ainsi que les points contraignants ou irréalistes du manuel sont répertoriés par chaque Caritas diocésaine;
- une révision est portée à chaque manuel de procédures ;
- des recommandations pour améliorer la structuration et l'application des procédures au niveau de chaque Caritas diocésaine ont été faites ;
- le recrutement est de moins en moins fait sur la base de la recommandation venant de la hiérarchie ;

- la traçabilité dans la gestion financière et comptable est nettement améliorée ;
- de nouveaux partenariats sont acquis au vue de la présence d'un manuel de procédures et de l'effort de son application. C'est l'exemple de Korhogo.

Toutefois, globalement, il est nécessaire que la Direction Nationale poursuive et renforce cet accompagnement car :

- le niveau de structuration des Caritas diocésaines demeure encore fragile ;
- le concept de procédures reste encore nouveau pour la plupart des diocèses ;
- il est noté une insuffisance de vision opérationnelle claire de la Caritas au niveau de certains directeurs diocésains et du clergé ;
- la faible mobilisation des ressources financières localement constitue un facteur limitant.

2.7 Service Communication

La gestion de la communication au sein de Caritas Côte d'Ivoire a connu une nette amélioration au cours de ces trois années. Les activités réalisées dans ce domaine sont :

- > le site web www.caritas-ci.org a continué à être régulièrement mis à jour et animé, avec la présentation des activités des Caritas Diocésaines ;
- > l'édition et la diffusion de 3 numéros du bulletin de liaison de Caritas Côte d'Ivoire « *le Réseau* » ;
- > la diffusion de l'émission « *Au cœur de la charité* » sur Radio Espoir un samedi en quinze ;
- > la diffusion par mail aux membres du réseau Caritas en Côte d'Ivoire de la pensée de la semaine « *le Levier de la semaine* » ;
- > l'envoi par mails et par sms des vœux à l'occasion des fêtes et autres solennités ;
- > la confection et la distribution de carte de vœux à l'occasion des fêtes de fin d'année et de nouvel an.

III. SUR LE PLAN DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DE LA COORDINATION DES CARITAS DIOCESAINES

3.1 Au niveau institutionnel

Au de cette année, ce sont 5 missions de plaidoyer qui ont été réalisées par le Directeur Diocésain auprès des Evêques de Korhogo, Katiola, Abengourou, Odienné et Gagnoa. Ces missions ont permis au Directeur National de plaider auprès des ces Evêques afin qu'ils s'impliquent dans l'organisation et la structuration de leur Caritas Diocésaine respective.

3.2 Au niveau Administratif, Financier et Comptable

Au cours de l'année 2014, les tâches principales du Service Administratif et Financier ont porté sur les éléments suivants :

- l'élaboration du budget de la Direction Nationale ;
- le suivi de l'exécution budgétaire ;
- la formation de 2 Comptables de la Direction Nationale et de 4 Comptables de 4 Caritas Diocésaines sur le logiciel ciel compta ;
- la préparation des missions de contrôle des Commissaires aux Comptes ;
- la confection des rapports financiers périodiques et annuels ;

- la préparation de l'audit financier externe.

IV. SUR LE PLAN DES PROJETS

4.1 Le Projet Caritas/HCR

Le partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) dure depuis 1991.

Au cours de ces trois années, ce partenariat a porté sur trois sous-projets, à savoir :

- > le Projet d'intégration locale des Réfugiés Libériens ;
- > le Projet de retour et réinsertion des réfugiés ivoiriens ;
- > le Projet de retour et réinsertion des déplacés internes.

Les résultats réalisés dans le cadre de ces différents Projets sont indiqués comme suite :

Projets	Bénéficiaires couverts
Réintégration locale des Réfugiés Libériens	<ul style="list-style-type: none"> - 1179 personnes sensibilisées sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) ; - 15 Enfants Séparés (ES) et Enfants Non Accompagnés (ENA) pris en charge dont la réunification; - 1149 personnes appuyées aux plans technique et matériel en matière de VBG ; - 96 enfants pris en charge au niveau des frais scolaires ; - 49 Activités Génératrices de Revenus appuyées au plan financier ; - Soutien psychosocial à 419 personnes.
Retour et réinsertion des réfugiés ivoiriens	<ul style="list-style-type: none"> - 25 393 personnes rapatriées ; - 3 800 Chefs de ménage vulnérables assistés en vivres et en non-vivres ; - Achat de kits scolaires à 300 enfants ; - Soutien financier à 400 personnes pour la réalisation d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; - 34 Pvvih.
Retour et réinsertion des Déplacés internes	<ul style="list-style-type: none"> - 157 Chefs de ménages vulnérables ont reçu de l'assistance en vivres et non-vivres ; - 258 enfants ont reçu des kits scolaires ; - 232 personnes assistées au plan médical.

4.2 Le Projet de lutte contre les Pires Formes du Travail des Enfants dans la cacaoculture

Ce projet qui a démarré depuis 2006 s'est encore poursuivi au cours de ces trois années et a couvert au total 40 villages du Département de San Pedro, dont 10 anciennes Communautés et 30 nouvelles.

Les objectifs assignés au Projet qui emploie 8 Agents composés d'une Coordinatrice, d'un Comptable et de 6 Animateurs sont les suivants :

- Sensibiliser les communautés sur les aspects dangereux du travail des enfants dans la cacao-culture ;
- Accompagner les communautés à élaborer des Plans de Développement Local intégrant la protection de l'enfant ;
- Appuyer les communautés dans la mise en œuvre d'initiatives locales de protection des enfants ;
- Appuyer les communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre de microprojets communautaires ;
- Renforcer les capacités d'autonomie économique des femmes des communautés-cibles.

Les activités menées ont permis de réaliser les résultats suivants :

- > 51 salles de classes du primaire construites dans 17 Communautés qui ont permis la scolarisation de 2550 enfants ;
- > 30 Centres d'Animation Communautaire pour Enfance (CACE) mis en place dans 30 Communauté et qui ont permis d'encadrer 600 ;
- > 06 logements de Maître construits dans 02 Communautés ;
- > 25 puits améliorés dans 15 Communautés ;
- > 200 femmes de 17 Groupements de femmes de 17 Communautés ont bénéficié d'appui financier pour la réalisation d'Activités Génératrices de Revenus constitué de broyeuses et de moulins ;
- > 40 Plans d'Action Communautaire et 40 Comité de gestion de ces plans mis en place dans les 40 Communautés.

4.3 Le Projet de lutte contre la Tuberculose

Caritas Côte d'Ivoire est récipiendaire principal de la composante « **Mobilisation Sociale de la lutte contre la Tuberculose en Côte d'Ivoire** » du Fonds Mondial depuis 2011. Ce Projet dont l'objectif principal est la prévention de la Tuberculose multi résistant par l'amélioration de la prise en charge globale de la tuberculose emploie 25 personnes et est mis en œuvre sur l'ensemble du territoire national. Les résultats réalisés au cours de cette année 2014 sont les suivantes :

- > 2035 cas de tuberculose référés sur 16997 cas de tuberculoses notifiés aux autorités nationales soit 12%. La Performance réalisée au cours de l'année 2014 est de 63% (12%/19%)
- > 8 584 cas de tuberculose suivis par les communautaires sur les 16 997 cas notifiés aux autorités nationales soit 51%. La performance réalisé au cours de l'année est de 73% (51%/70%)
- > 316 cas de tuberculose à frottis positif traités avec succès sur 461 patients TPM+ évalués, soit 69%. La performance pour cette année est de 83% (69%/83%)
- > 28 ONG sous-bénéficiaires travaillant au suivi des malades sur le terrain.

4.4 Le Programme Accompagnement Personnalise de Proximité en Développement Institutionnel et Renforcement Organisationnel (A2P/DIRO)

Ce Projet consiste à renforcer les cadres institutionnels et organisationnels de la Direction Nationale et des Caritas Diocésaines afin de leur permettre de jouer des rôles de premier plan au sein de la Société Civile.

Démarré en septembre 2011 et financé à 100% par l'Agence Française de Développement (AFD) via Secours Catholique Caritas France, il se déroule dans 11 Caritas d'Afrique Francophone dont Caritas Côte d'Ivoire.

Les résultats réalisés au cours de cette année 2014 sont les suivantes :

- > 11 Secrétaires de 9 Caritas Diocésaines et de 2 Projets formés en accueil, rangement et communication ;
- > 18 membres de la Direction Nationale et de 14 Caritas Diocésaines formés sur le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté et sur le Plan National de Développement du Gouvernement ;
- > 18 membres de la Direction Nationale et des 14 Caritas Diocésaines formés en stratégies de plaidoyer ;
- > 10 Caritas Diocésaines appuyées dans l'élaboration de leur plan d'action (Abidjan, Agboville, Grand-Bassam, Yopougon, Daloa, San Pedro, Bouaké, Yamoussoukro, Odienné et Katiola) ;
- > Les plans d'action de 6 Caritas Diocésaines évalués dans leur mise en œuvre (Abidjan, Agboville, Grand-Bassam, Yopougon, Bouaké et Katiola) ;
- > Les Comptables de 3 Caritas Diocésaines formés en utilisation du logiciel ciel compta ;
- > 5 Caritas Diocésaines ont reçu des missions de contrôle interne du Commissariat aux comptes, notamment Abidjan, Yopougon, Bouaké, Korhogo et Katiola.

4.5 Le Projet Paix et Réconciliation

Ce projet est mis en place et géré conjointement avec la Commission Nationale *Justice et Paix*. Il est prévu prendre fin en décembre 2015. La deuxième phase qui finit à la fin de décembre 2014 a été appuyée par CRS et le Secours Catholique France.

L'objectif principal du Projet est d'apporter la contribution de l'Eglise Catholique, à travers Caritas et la Commission Justice et Paix, au processus de réconciliation et de construction dans notre pays marqué fortement par la crise post-électorale de 2010-2011.

Les résultats réalisés au cours de ces deux années de mise en œuvre sont les suivants :

- > 20 Agents de Caritas et de Justice et Paix formés en formateurs sur la réconciliation et la construction de la paix ;
- > 148 membres de 74 comités de paix sont formés aux techniques de sensibilisation sur la cohésion sociale, la réconciliation et la construction ;
- > 590 séances de sensibilisation sur la réconciliation et la paix sont menées par les Comités de paix auprès des populations de 9 localités (Abobo, Adjamé les 220 logements, Yopougon, Grand-Bassam, Agboville, Gagnoa, Daloa, San Pedro et Man) ;
- > Plus d'une centaine de comités de gestion de conflits sont mis en place dans les quartiers et villages de Abobo, Adjamé, Bassam, Daloa, Gagnoa, Man, San Pedro, Soubré et Yopougon ;
- > 10.415 personnes sensibilisées sont engagées dans des actions de cohésion sociale et de réconciliation.

Le Projet rentrera dans sa troisième et dernière phase à partir de janvier 2015 et connaîtra trois Partenaires financiers, notamment CRS, Secours Catholique et l'Union Européenne.

V. MISSIONS ET VOYAGES

La Direction de Caritas Côte d'Ivoire a effectué plusieurs missions et voyages à l'étranger dans le but de participer à la consolidation du réseau Caritas. Le tableau des missions réalisées et des objectifs est présenté comme suite :

Missions	Dates	Objectifs
Mission du Responsable Administratif et Financier au Ghana	Du 3 au 6 février 2014	Harmoniser les outils de gestion financière du Projet Paix et Réconciliation
Mission du Responsable des Programmes au Mali	Du 14 au 22 juin 2014	Echange d'expériences entre les Programmes des deux Caritas pays
Mission du Responsable des Programmes au Togo	Du 14 au 18 juillet 2014	Prendre part à l'atelier d'élaboration des perspectives 2016-2019 du Programme DIRO
Mission du Directeur National à Paris en France	Du 6 au 13 septembre 2014	Participer à l'élaboration des perspectives 2016-2019 du Programme A2P/DIRO
Mission du Responsable des Programmes au Sénégal	Du 18 au 25 octobre 2014	Prendre part à la formation sur la capitalisation et la communication pour le développement, dans le cadre du Projet DIRO
Mission du Responsable Administratif et Financier au Togo	Du 6 au 13 décembre 2014	Harmoniser la compréhension du cadre de gestion financière et apprécier les résultats de l'audit financier externe du Projet DIRO

VI. DEFIS

Au terme de l'année 2014, des défis se présentent toujours à Caritas CI qui mériteraient d'être attaqués

- ✓ Au niveau institutionnel : poursuivre et intensifier le plaidoyer auprès des Evêques afin que la vision et les missions de Caritas soient mieux partagées et les cadres institutionnel et organisationnel des Caritas Diocésaines améliorés ;
- ✓ Au niveau des procédures administratives, financières et comptables : intensifier l'accompagnement continu des Caritas Diocésaines pour une culture de procédures dans le fonctionnement quotidien ;
- ✓ Au niveau des ressources humaines : renforcer le niveau de compétence des membres du réseau ;
- ✓ Au niveau du plan stratégique : mobiliser d'autres partenaires et poursuivre le renforcement des capacités des Caritas Diocésaines en matière de planification afin qu'elles mettent en place des Plans d'action en cohérence avec le Plan Stratégique.

VII. CONCLUSION

L'année 2014 a constitué pour Caritas Côte d'Ivoire des temps forts tant dans sa gouvernance et son organisation que dans le suivi des Caritas Diocésaines, la mise en œuvre des activités et dans la consolidation des relations avec les Partenaires tant au plan national qu'au plan international.

En effet, au niveau de la gouvernance, les organes ont tous bien fonctionné, notamment le Conseil d'Administration qui s'est réuni régulièrement, le Commissariat aux Comptes qui a tenu comme fixé ses missions de contrôle interne de la gestion de la Direction Nationale et élargies à 5 Caritas Diocésaines, les Conseils de Direction qui se sont aussi tenus régulièrement, et enfin les réunions générales du personnel qui ont été organisées.

La crédibilité de Caritas CI a été confirmée et rehaussée par les résultats des audits externes qui ont certifié pendant ces trois années sa bonne gestion financière et comptable.

De par sa présence aux différentes rencontres organisées par le réseau de Caritas, Caritas CI a ainsi participé à consolider les liens de collaboration et de partenariat entre Organisations membres.

Enfin, sa bonne gestion financière et comptable, ainsi que sa présence effective sur le terrain de la lutte contre la pauvreté et de la promotion du développement humain, lui ont valu la crédibilité, la notoriété et la confiance reconnues par les Partenaires.

Fait à Abidjan, le 21 janvier 2015

Le Directeur

P. Emmanuel WOHI NIN.